

Service de la Coordination
et de l' Action Economique
2ème Bureau

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE
DE L'INDUSTRIE
26. AOUT 1980
RÉGIONS DE BOURGOGNE
ET FRANCHE-COMTE

A R R E T E

Le PREFET de SAONE-et-LOIRE

Arrêté d'autorisation : SA. GRES et POTERIES
à DIGOIN

Chevalier de la Légion d'Honneur,

ED 1
SIS
S15

N° 20-1383

SERVICE DES MINES
MACON
04 SEP. 1980

INDUSTRIE
- 2 SEP. 1980
N° D 1
BOURGOGNE
FRANCHE-COMTE

- VU la loi n° 76.663 du 19 Juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77.1133 du 21 Septembre 1977 pris pour l'application de la loi susvisée ;
- VU la nomenclature des installations classées ;
- VU la demande en date du 17 Octobre 1979 de la S.a. GRES ET POTERIES, rue de la Verne à DIGOIN à l'effet d'être autorisée à exploiter une installation classée sur le territoire de la commune de DIGOIN (71160) ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 85-40 du 9 Janvier 1980 portant mise à l'enquête publique de la demande susvisée ;
- VU le dossier de l'enquête publique à laquelle cette demande a été soumise du 28 Janvier 1980 au 26 Février 1980 et le rapport du commissaire-enquêteur ;
- VU l'avis du Conseil Municipal de DIGOIN dans sa séance du 20 Février 1980 ;
- VU les avis de Messieurs :
 - . le Directeur Départemental de l'Equipement, en date du 8 Janvier 1980
 - . le Directeur Départemental de l'Action Sanitaire et Sociale, en date du 24 Janvier 1980
 - . le Directeur Départemental du Travail et de la Main-d'Oeuvre, en date du 19 Décembre 1979
 - . le Directeur Départemental de l'Agriculture, en date du 17 Décembre 1979
 - . l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, en date du 18 Décembre 1979
 - . le Directeur Départemental de la Protection Civile, en date du 20 Décembre 1979
- VU l'avis et les propositions de M. le Directeur Interdépartemental de l'Industrie de Bourgogne Franche-Comté, Inspecteur des Installations Classées, en date du 4 Juin 1980 ;
- VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 26 Juin 1980 ;
- Le pétitionnaire entendu ;
- SUR proposition de M. le Secrétaire Général ;

A R R E T E

Article 1er - 1.1. :

La S.a. GRES ET POTERIE dont le siège social est situé 1, rue de la Verne à DIGOIN

est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à pratiquer les activités de la nomenclature des installations classées précisées à l'alinéa 1.2. du présent article, dans son établissement situé sur le territoire de la commune de DIGOIN.

1.2. : L'établissement objet de la présente autorisation comporte les installations relevant des activités visées dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement comme suit :

- Fabrication de produits céramique, poterie et grès
rubrique 358 (B-a) Autorisation
- Installations des combustions (3420 th/h)
rubrique 153 bis (2°) Déclaration

1.3. : Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations exploitées dans l'établissement par le pétitionnaire, et qui, bien que ne relevant pas de la nomenclature des installations classées, sont de nature à modifier les dangers ou les inconvénients présentés par les installations classées de l'établissement.

TITRE PREMIER

REGLES S'APPLIQUANT A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT

ARTICLE 2 - Conditions générales de l'autorisation

2.1. : Caractéristiques de l'établissement.

L'établissement objet de la présente autorisation a pour activité principale :

- . fabrication de poteries en grès et ustensiles en terre à usage culinaire, de conserve et horticole.

Il comprend :

- une aire (sous abri) de matières premières stockées dans des boxes (argiles, sables, feldspaths, chamotte, talc, kaolin)
- un atelier pour la préparation des pâtes
- un atelier où l'on exerce :
 - . moulage à main
 - . moulage machine
 - . coulage
- un atelier pour la préparation des émaux
- un atelier pour l'application d'émaux (par trempage)
- un four de cuisson pour le grès
- un four de cuisson pour la poterie
- un bâtiment destiné à : triage, emballage et expédition.

2.2. : Conformité aux plans et données techniques

Les installations doivent être disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Tout projet de modification à apporter à ces installations doit avant réalisation, être porté par le pétitionnaire à la connaissance du Préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.

2.3. : Réglementations de caractère général

Sans préjudice des autres prescriptions figurant au présent arrêté, sont applicables aux installations de l'établissement :

- . l'instruction de M. le Ministre du Commerce en date du 6 Juin 1953 relative aux rejets des eaux résiduaires des installations classées pour la protection de l'environnement,

. l'arrêté au 20 Juin 1975 de M. le Ministre de l'Industrie et de la Recherche relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie,

. l'instruction n° 3055 du 21 Juin 1976 de M. le Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Qualité de la Vie (Environnement) relative au bruit des installations relevant de la loi n° 76.663 susvisée.

2.4. : Réglementation des activités soumises à déclaration

Les activités visées à l'alinéa 1.2 du présent arrêté et relevant du régime de la déclaration sont soumises d'une part aux dispositions du présent arrêté, d'autre part, aux prescriptions générales relatives aux rubriques correspondantes de la nomenclature des installations classées, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Les prescriptions générales applicables en l'espèce sont annexées au présent arrêté.

ARTICLE 3 - Prévention de la pollution des eaux

3.1. : Principes généraux

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement, et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égoût directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

Par ailleurs, il ne peut être procédé à des déversements sur le sol ou dans le sous-sol sans l'accord de l'Inspecteur des Installations Classées qui peut prescrire une étude géologique préalable.

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter tout déversement accidentel susceptible d'être à l'origine d'une pollution des eaux.

L'exploitant doit rechercher par tous les moyens possibles, et notamment à l'occasion des remplacements de matériel et de réfection des ateliers, à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement et plus particulièrement en ce qui concerne les eaux d'origine souterraine.

3.2. : Normes de rejets

Les effluents rejetés par l'établissement directement dans les eaux de surface de façon permanente ou occasionnelle doivent présenter les caractéristiques suivantes :

Normes instantanées de rejets5,5 \leq pH \leq 8,5t° \leq 30°CHydrocarbures \leq 5 mg/l (norme T.90.203)MES \leq 50 mg/lDBO5 \leq 40 mg/l (sur effluent brut non décanté)DCO \leq 120 mg/l (sur effluent brut non décanté)

Débit moyen journalier \leq 61 m³/j pour une production annuelle de 3 600 tonnes de produits finis (3 points de rejets :
 n° 1 : 45 m³/j - n° 2 : 8 m³/j - n° 3 : 8 m³/j)

Flux journalier admissible (somme des 3 rejets)

MES : 1,6 Kg/j

DBO5 : 1,2 Kg/j

DCO : 3,6 Kg/j

Charge rapportée à la production journalière (somme des 3 rejets)

MES : 0,1 Kg/tonne de produit

DBO5 : 0,07 " "

DCO : 0,24 " "

3.3. : Conditions de rejet

Les points de rejet des eaux industrielles sont au nombre de trois.

Ils doivent permettre la réalisation de mesures de débit, et comporter les dispositifs nécessaires pour pratiquer l'exécution de prélèvements.

L'accès aux points de mesure ou de prélèvement est aménagé notamment pour permettre l'amenée du matériel de mesure.

3.4. : Règles d'exploitation

L'exploitant doit tenir à jour un schéma des circuits d'eaux, faisant apparaître les sources, la circulation, les dispositifs d'épuration et les rejets des eaux de toute origine. Ce schéma est tenu en permanence à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Un registre spécial sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des installations d'épuration, les dispositions prises pour y remédier, les opérations d'entretien et de réparation des diverses installations d'évacuation et de traitement des eaux résiduaires, et les résultats des contrôles de la qualité des rejets est régulièrement tenu à jour et mis à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

3.5. : Analyses et mesures

A la demande de l'Inspecteur des Installations Classées, il peut être procédé à des prélèvements de rejets d'eaux usées, et à leur analyse. Les dépenses qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.

3.6. : Analyses périodiques et communication des résultats

Une analyse par mois portant sur la concentration en MES sera effectuée.

Les résultats seront adressés à :

Direction Interdépartementale de l'Industrie
Subdivision de Mâcon
81, route de Lyon
71000 MACON

La mesure doit être faite par un organisme soumis à l'approbation de l'Inspecteur des Installations Classées.

ARTICLE 4 - Prévention de la pollution atmosphérique

4.1. : Principes généraux

L'émission dans l'atmosphère de fumées, buées, suies, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé ou la sécurité publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des constructions ou monuments, au caractère des sites est interdite.

4.2. : Normes de rejet

a) Les effluents gazeux à la sortie des fours de cuisson devront présenter les caractéristiques suivantes :

$$F^- \leq 30 \text{ mg/NM}^3$$

$$\text{Pb} \leq 0,5 \text{ mg/NM}^3$$

$$\text{Poussières} \leq 150 \text{ mg/NM}^3$$

b) Extracteurs d'air ambiant des ateliers :

$$\text{Poussières} \leq 150 \text{ mg/NM}^3$$

4.3. : Conditions de rejet

Le cas échéant, les émissions gazeuses doivent être captées, canalisées et respecter les principes fixés à l'alinéa 4.1 ci-dessus ; il en est en particulier ainsi de celles captées et canalisées en vertu des dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité du travail.

Des dispositifs obturables, commodément accessibles, de forme et de position conformes à la norme NF 44051 doivent être prévus sur chaque conduit d'évacuation pour permettre l'exécution de prélèvements.

4.4. : Règles d'exploitation

L'établissement doit être tenu dans un état de propreté satisfaisant. En particulier les pistes de circulation, l'intérieur des ateliers et des circuits d'évacuation doivent faire l'objet de nettoyage fréquents destinés à éviter les envols de produits ainsi que leur entraînement par les pluies dans le milieu naturel.

4.5. : Analyses et mesures

A la demande de l'Inspecteur des Installations Classées, il peut être procédé à des prélèvements d'échantillons gazeux et à leur analyse. Les dépenses qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.

Les prélèvements et analyses doivent être effectués par un organisme soumis à l'approbation de l'Inspecteur des Installations Classées.

ARTICLE 5 - Prévention du bruit

5.1. : Principes généraux

L'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'instruction ministérielle du 21 Juin 1976 relatives au bruit des installations relevant de la loi sur les Installations Classées sont applicables.

Les véhicules et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes à la réglementation en vigueur notamment les engins de chantier homologués au titre du décret du 18 Avril 1969.

5.2. : Normes

Le niveau acoustique d'évaluation (L_r) mesuré en dB(A) suivant la norme S 31010 ne devra pas dépasser : en limite de propriété

- les jours de semaine de 7 h à 20 h : 60 dB(A)
- les jours de semaine de 22 h à 6 h : 50 dB(A)
- les jours de semaine pour les périodes intermédiaires : 55 dB(A)
- les dimanches et jours fériés : 50 dB(A)

5.3. : Règles d'exploitation

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

5.4. : Mesures

Des mesures acoustiques, continues, périodiques ou occasionnelles peuvent être effectuées à la demande de l'Inspecteur des Installations Classées. Les frais en résultant sont à la charge de l'exploitant.

Les mesures doivent être faites par un organisme soumis à l'approbation de l'Inspecteur des Installations Classées.

ARTICLE 6 - Elimination des déchets

6.1. : Principes généraux

Les déchets résultant de l'exploitation de l'établissement doivent être éliminés dans des conditions qui ne mettent pas en danger la santé de l'homme, qui n'exercent pas d'influences néfastes sur le sol, la flore, la faune, qui ne provoquent pas de pollution de l'air ou des eaux, de bruit, d'odeurs, qui respectent les sites et paysages et plus généralement, qui ne portent pas atteinte à l'environnement.

6.2. : Contrôle de la production et de l'élimination des déchets

L'exploitant doit tenir à jour un registre sur lequel pour chaque grande catégorie de déchets, sont portées :

- . les quantités produites au fur et à mesure de leur apparition,
- . leur origine,
- . leur nature,
- . leur destination.

Ce registre est tenu, pendant un délai d'au moins deux ans à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

6.3. : Stockage temporaire des déchets

Le stockage temporaire des déchets dans l'enceinte de l'établissement doit être fait dans des conditions qui ne portent pas, ou ne risquent pas de porter atteinte à l'environnement.

En particulier, les déchets toxiques ou polluants doivent être traités de façon analogue aux matières premières de même nature en tout ce qui concerne leur conditionnement et la protection contre les fuites accidentelles.

6.4. : Traitement et élimination des déchets

Le traitement et l'élimination des déchets peuvent être réalisés soit par l'exploitant, soit par une entreprise spécialisée ou un tiers.

Dans le cas où l'exploitant procède lui-même à l'élimination, il doit obtenir, au préalable, l'accord de l'Inspecteur des Installations Classées sur le procédé utilisé.

Dans le cas où il est fait appel à une entreprise spécialisée, celle-ci doit obtenir préalablement, l'agrément de l'Inspecteur des Installations Classées.

ARTICLE 7 - Prévention des risques d'incendie et d'explosion

7.1. : Principes généraux

Toutes dispositions doivent être prises pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion. Les moyens de prévention, de protection et de défense contre les sinistres doivent être étudiés avec un soin proportionné à la nature des conséquences de ceux-ci.

7.2. : Règles d'aménagement

Les moyens de chauffage utilisés doivent être choisis de telle sorte qu'ils n'augmentent pas le risque d'incendie propre à l'établissement.

Les installations électriques doivent être conçues et réalisées conformément aux règles de l'art et satisfaire aux prescriptions du décret n° 62 1454 du 14 Novembre 1962 relatif à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

Les installations électriques doivent être contrôlées lors de leur mise en service, lors de toute modification importante, puis tous les ans par un vérificateur choisi par le chef de l'établissement sur la liste établie par le Ministre chargé du Travail pour les vérifications sur mise en demeure.

Ces vérifications doivent faire l'objet d'un rapport qui doit être tenu, en permanence, à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

7.3. : Matériel électrique

Les installations électriques doivent être protégées contre l'action nuisible de l'eau, qu'elle se présente sous forme de condensation de ruissellement ou de projection en jet. Les installations électriques seront conçues et réalisées de façon à résister aux contraintes mécaniques dangereuses, à l'action des poussières inertes ou inflammables et à celle des agents corrosifs, soit par un degré de résistance suffisant de leur enveloppe, soit par un lieu d'installation les protégeant de ces risques.

Dans les zones à risque d'explosion, ou contenant une atmosphère explosive, les installations électriques doivent être d'un type dit "de sûreté" conforme aux normes NFC 23 514 à NFC 23 520.

7.4. : Dispositifs de lutte contre l'incendie

Un réseau d'eau suffisant doit permettre l'alimentation d'un nombre de robinets, poteaux normalisés, sprincklers en rapport avec l'importance et les risques présentés par l'installation.

Les prises d'eau doivent être armées et faire l'objet d'essais trimestriels. Les résultats de ces essais sont consignés dans un cahier prévu à cet effet.

Ces installations doivent être complétées par des extincteurs judicieusement répartis et appropriés aux risques.

7.5. : Règles d'exploitation

Des consignes doivent prévoir :

- . les interdictions de fumer ou de feux nus, l'enlèvement des folles poussières ou des déchets susceptibles de faciliter la propagation d'un incendie,
- . l'exécution des rondes de surveillance,
- . la conduite à tenir en cas de sinistre.

Par ailleurs, toutes dispositions doivent être prises pour la formation du personnel susceptible d'intervenir en cas de sinistre et pour permettre une intervention rapide des équipes de secours.

Des extincteurs supplémentaires, appropriés aux risques, seront installés à proximité des issues et appareils électriques.

L'établissement devra être pourvu d'un éclairage de sécurité et signalisation dans tous les dégagements généraux (issues, couloirs, escaliers).

Chaque atelier doit posséder un affichage des plans d'évacuation et les consignes de sécurité en cas d'incendie.

ARTICLE 8 - Mesures d'information en cas d'incident grave ou d'accident

En cas d'incident grave ou d'accident mettant en jeu l'intégrité de l'environnement ou la sécurité des personnes ou des biens, l'exploitant en avertit dans les meilleurs délais, par les moyens appropriés (téléphone, télex, ...) l'Inspecteur des Installations Classées.

Il fournit à ce dernier, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

TITRE SECOND

DISPOSITIONS A CARACTERE ADMINISTRATIF

ARTICLE : Annulation et déchéance

La présente autorisation cesse de porter effet si l'établissement n'a pas été ouvert dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, ou si son exploitation vient à être interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE : Permis de construire

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire ou d'occupation du domaine public.

ARTICLE : Transfert des installations et changement d'exploitant

Tout transfert des installations visées à l'article 1er du présent arrêté sur un autre emplacement doit faire l'objet, avant réalisation, d'une déclaration au Préfet et le cas échéant d'une nouvelle autorisation.

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur doit en faire déclaration au Préfet dans le mois de la prise de possession.

ARTICLE : Code du Travail

L'exploitant doit se conformer par ailleurs aux prescriptions édictées au Titre III, livre II du Code du Travail et par les textes subséquents relatifs à l'Hygiène et à la Sécurité du Travail. L'Inspection du Travail est chargée de l'application du présent article.

ARTICLE : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

ARTICLE : Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement est affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de la commune sur le territoire duquel est installé l'établissement et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la Mairie par les soins du Maire.

Un avis rappelant la délivrance de la présente autorisation et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitation de l'établissement peuvent être consultées, sera publié par les soins des services de la Préfecture, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur tout le département.

ARTICLE : Exécution et ampliation

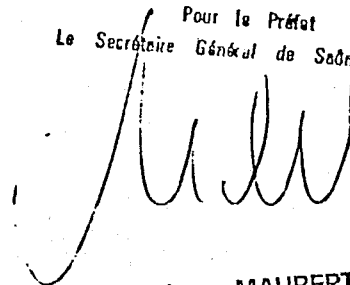
M. le Secrétaire Général du département, M. le Maire de DIGOIN, M. le Directeur Interdépartemental de l'Industrie de Bourgogne et Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera faite à :

- . M. le Sous-Préfet de CHAROLLES
- . M. le Maire de DIGOIN (3 exemplaires)
- . M. le Directeur Interdépartemental de l'Industrie de Bourgogne et Franche-Comté (3 exemplaires)
- . M. le Directeur Départemental de l'Equipement
- . M. le Directeur Départemental de l'Agriculture
- . M. le Directeur Départemental de l'Action Sanitaire et Sociale
- . M. le Directeur Départemental du Travail et de la Main d'Oeuvre
- . M. l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
- . M. le Directeur Départemental de la Protection Civile
- . à la S.A. GRES et POTERIE - 1, rue de la Verne - 71160 DIGOIN.

MACON, le 19 AOUT 1980

Le Préfet,

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général de Saône-et-Loire



Jean MAUBERT

POUR AMPLIATION

Pour le Secrétaire Général et par délégation,

Le Directeur,

Roger CHARPENTIER

